



EXTRAIT DU
REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 30 mai 2024
Convocation du : 22 mai 2024
Conseillers en exercice : 35
Conseillers présents : 25

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, le trente mai à dix neuf heures trente, les membres du Conseil Municipal de la Ville d'ARMENTIERES se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Bernard HAESBROECK, Maire.

PRESENTS : Bernard HAESBROECK, Jean-Michel MONPAYS, Sylvie GUSTIN,, Céline LEROUX, Laurent DERONNE, Martine COBBAERT, Jean-Louis MERTEN, Thomas BLACTOT, Ibtissam MARZAK-AFFAOUI, Rut LERNER-BERTRAND, Valérie PRINGUEZ, Grégory PICKEU, Philippe CATTOIRE, Alexis DEBUISSON, Véronique NAEYE, Pierre VANNESTE, Sophie TANGHE, Michel PLOUY, Jean-Jacques DERUYTER, Caroline BAURANCE, Hans LANDLER, Bruno VANGAEVEREN, Benjamin TISON-BEERNAERT, Désiré BAILLON, Mélanie DEZEURE.

EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR : Arnaud MARIÉ, Catherine DE PARIS, Hugues QUESTE, Martine DUBREU, Lahcem AIT EL HAJ, Dominique BAILLEUL, Carole CASIER, Cristiane DELESTREZ, Philémon BRUNET, Mylène MERAD, ont délégué respectivement pour les représenter Bernard HAESBROECK, Jean-Michel MONPAYS, Sylvie GUSTIN, Céline LEROUX, Laurent DERONNE, Martine COBBAERT, Jean-Louis MERTEN, Grégory PICKEU, Pierre VANNESTE, Sophie TANGUE conformément à l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Pierre VANNESTE,

DE24.048

MARCHÉS PUBLICS
GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE LA VILLE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
POUR L'ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN À USAGE DOMESTIQUE
ET ARTICLES DE DROGUERIE
CONVENTION CONSTITUTIVE

Autorisation - Approbation

☪

La Ville d'Armentières et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) doivent, respectivement, lancer une consultation pour l'achat de produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie.

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'économies d'échelles, la Ville et le CCAS ont décidé de constituer un groupement de commandes pour bénéficier de prix plus intéressants. Pour ce faire, une convention constitutive de groupement doit être établie. Elle fixe le cadre juridique nécessaire à la passation de ce marché public commun.

Cette convention désigne la Ville comme coordonnateur qui, à ce titre, est chargé d'organiser la procédure, de la rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises au choix du titulaire. Une fois le choix établi, le coordonnateur signera les marchés et procédera à leur notification.

Le coordonnateur réalisera la procédure conforme à l'estimation financière des besoins à satisfaire à savoir 407 500 € HT sur 4 ans. Cette estimation correspond au seuil prévu par le Code de la commande publique dans le cadre d'un appel d'offres ouvert. Cette procédure sera mise en application conformément aux articles L 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

La Ville et le Centre Communal d'Action Sociale, membres du groupement, effectueront leurs commandes directement auprès des prestataires retenus et régleront les factures correspondantes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'approuver la constitution d'un groupement de commandes entre la ville et le CCAS et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Ainsi fait et délibéré
comme ci-dessus,

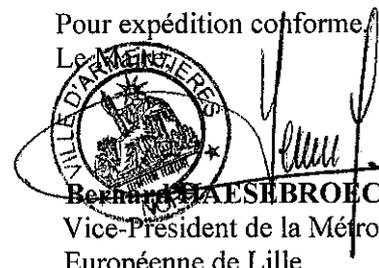
Pierre VANNESTE
Secrétaire de Séance



Pour expédition conforme

Le Maire

Bernard HAESBROECK
Vice-Président de la Métropole
Européenne de Lille



Groupement de commandes entre la Ville et le Centre communal d'action sociale (CCAS)

Achat de produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie

Convention

Entre les soussignés,

La Ville d'Armentières, représentée par son Maire, Monsieur Bernard HAESBROECK, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du 30 mai 2024.

D'une première part,

et

Le Centre communal d'action sociale d'Armentières (CCAS), représenté par son Président, Monsieur Bernard HAESBROECK, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du

D'autre part

Il a été décidé ce qui suit :

En vue d'éviter une multiplication des procédures de marchés publics et de réaliser des économies d'échelle, la Ville d'Armentières et le Centre communal d'action sociale (CCAS) proposent de mutualiser leurs moyens en créant un groupement de commandes, conformément aux dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique, pour le marché « **Produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie** ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué, entre la Ville d'Armentières et le Centre communal d'action sociale (CCAS), un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique pour la passation de marchés de fournitures et services propres à chaque membre.

Le groupement de commandes ainsi institué aura pour mission de procéder à l'organisation du marché public « Achat de produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie ».

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

2.1 Désignation du coordonnateur

Les membres du groupement désignent la Ville d'Armentières, qui l'accepte, comme coordonnateur.

2.2 Missions du coordonnateur

La Ville d'Armentières, désignée comme coordonnateur, dans le respect du Code de la commande publique, est chargée de l'organisation de la consultation jusqu'à la désignation des entreprises retenues.

A cet effet, le coordonnateur :

- centralise et récapitule les besoins des membres du groupement,
- met en œuvre le mode de consultation approprié dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et assure le déroulement et le suivi de la procédure,
- convoque et assiste aux commissions d'appels d'offres,
- avise les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- signe les marchés et procède à leur notification.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et ce jusqu'à la fin des marchés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué de la Ville d'Armentières et du Centre communal d'action sociale (CCAS), dénommés « membres du groupement de commandes », signataires de la présente convention.

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) s'engage à :

- transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordonnateur,
- respecter le choix des titulaires des lots correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins,
- informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 : PROCÉDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le coordonnateur réalisera la procédure conforme à l'estimation financière des besoins à satisfaire à savoir 407 500 € HT sur 4 ans. Cette estimation correspond au seuil prévu par le Code de la commande publique dans le cadre d'un appel d'offres ouvert. Cette procédure sera mise en application conformément aux articles L 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'appel d'offres sera celle du coordonnateur.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

7.1 Frais liés à la procédure :

Les frais matériels éventuels de fonctionnement du groupement et notamment de la publicité et de reprographie seront à la charge du coordonnateur, étant entendu que la mission de coordonnateur assurée par la Ville d'Armentières ne donne lieu à aucune rémunération.

7.2 Facturation :

Les membres du groupement effectuent leurs commandes directement auprès des titulaires et règlent les factures correspondantes.

ARTICLE 8 : RÈGLES DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE APPLICABLES AU GROUPEMENT

Le groupement est soumis aux règles générales du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 : TRANSMISSION AU COMPTABLE PUBLIC

Le coordonnateur transmettra au comptable public, d'une part, la délibération et la convention relatives au groupement de commandes, et d'autre part, les pièces constitutives des marchés.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal administratif de Lille.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par les membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque les membres du groupement ont approuvé les modifications.

Fait à Armentières, le

**Pour la Ville d'Armentières,
Bernard HAESBROECK,
Maire**

**Pour le Centre communal d'action sociale
(CCAS),
Bernard HAESBROECK,
Président**